

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/7-mesures-cles-pour-engager-la-France-dans-la-transition-energetique.html>

Communiqué du Réseau Action Climat - France et de ses associations membres

7 mesures clés pour engager la France dans la transition énergétique

- Développement Durable en débat - Elections présidentielles -



Date de mise en ligne : mardi 22 novembre 2011

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

7 mesures clés pour engager la France dans la transition énergétique. Le RAC-France et ses associations membres lancent aujourd'hui un appel aux candidats aux élections de 2012 à travers un document portant sur 7 mesures clés pour engager la France dans une transition énergétique fondée sur la maîtrise de notre consommation d'énergie et le développement des énergies renouvelables, à même de contribuer à la protection du climat.

L'urgence climatique se renforce

Le dérèglement du climat, éclipsé par la crise économique, n'en demeure pas moins une réalité appelant des réponses urgentes et à la hauteur du défi. Plusieurs études récentes indiquent que les chances de maintenir le réchauffement de la planète bien en deçà de 2°C, comme s'y était engagée la Communauté internationale, sont de plus en plus minces [\[1\]](#)...

La France a pris des engagements pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre mais l'aggravation de la crise climatique milite pour un rehaussement de son objectif de réduction des émissions à -30% au minimum d'ici à 2020 et l'adoption de mesures fortes pour le respecter.

Donner corps à la transition énergétique

Les prochaines élections doivent marquer ce changement de cap dans la manière de répondre aux crises climatique et énergétique auxquelles nous faisons face, le Grenelle de l'environnement ayant échoué en la matière.

Les candidats ont tous intégré dans leurs discours le concept de « transition énergétique ». Il s'agit désormais pour eux de dépasser le domaine des vœux pieux en s'engageant sur des mesures concrètes et structurantes à même de paver la voie vers une économie sobre en carbone et en énergie :

- ▶ **1 La mise en place d'une contribution climat énergie** qui permettra d'amorcer une fiscalité écologique dans notre pays ;
- ▶ **2 L'adoption d'une loi de sortie progressive et complète du nucléaire** pour laisser la place aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ;
- ▶ **3 Une révision du mode de gouvernance des questions énergétiques** pour permettre aux collectivités locales de jouer pleinement leur rôle en la matière ;
- ▶ **4 Une obligation de rénovation énergétique des bâtiments anciens** afin d'exploiter cet énorme gisement d'économies d'énergie ;
- ▶ **5 Une réduction des émissions du secteur agricole**, grand oublié des engagements du Grenelle de l'environnement ;

▶ **6 Des infrastructures de transports sobres en carbone et en énergie** pour limiter les émissions dans le secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre ;

▶ **7 Une stratégie de lutte contre l'étalement urbain**, vecteur d'émissions de gaz à effet de serre.

Les bénéfices de ces mesures dépasseront largement la sphère environnementale. Réduire nos émissions de gaz à effet de serre d'au moins 30% d'ici à 2020 et s'engager dans une politique volontariste de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables permettra de créer 700 000 emplois nets en France et d'économiser 5 milliards d'euros sur notre facture énergétique qui représente à elle seule l'équivalent de notre déficit extérieur [2].

Le RAC-F et ses associations membres s'investiront auprès des citoyens et des candidats tout au long de la campagne pour faire en sorte que les questions de refonte de notre système énergétique et de lutte contre le changement climatique soient au coeur des prochaines élections.

▶ [Téléchargez le document complet](#)

Pourquoi ?

1. De tristes records climatiques

Le climat continue de se dégrader et ce, plus rapidement que prévu. L'Organisation Météorologique Mondiale a constaté [3] qu'en 2010 les températures moyennes à la surface du globe « *ont atteint des valeurs records (...) qui confirment l'accélération du réchauffement constaté ces 50 dernières années* ».

Ce réchauffement entraîne la multiplication sans précédent [4] de catastrophes naturelles dans plusieurs parties du globe où les victimes se chiffrent en milliers : canicule en Russie, inondations exceptionnelles au Pakistan, etc.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, les impacts des changements climatiques observés depuis le milieu des années 70 seraient à l'origine de plus de 150 000 morts (ce chiffre étant amené à augmenter dans le futur) [5].

Les drames humains causés par ces événements extrêmes s'accompagnent de conséquences économiques graves : agriculture, tertiaire... aucun secteur économique n'est épargné.

Tout cela pourrait n'être qu'un avant-goût de ce qui nous attend. Selon Nicolas Stern, les émissions actuelles sont maintenant proches d'un scénario « *laissez-faire* », qui d'après le dernier rapport du GIEC, conduirait à une augmentation moyenne de la température mondiale de 4°C d'ici à 2100 [6] ! Les chances de maintenir le réchauffement global planétaire bien en deçà de 2°C pour éviter des changements climatiques dangereux et irréversibles sont de plus en plus minces. Au-delà d'un certain seuil de réchauffement, l'adaptation des populations et des écosystèmes sera tout simplement impossible.

2. Une crise climatique doublée d'une crise énergétique

La consommation d'énergie en France n'a cessé d'augmenter au cours des dernières décennies (+50% de consommation d'énergie primaire entre 1973 et 2010 [7]). Sur cette même période, la consommation d'électricité a été multipliée par trois, essentiellement dans le secteur résidentiel et tertiaire.

Cette hausse se lit sur la facture énergétique de la France : 46 milliards d'euros en 2010, soit une augmentation de 20% par rapport à 2009.

L'énergie continue de représenter à elle seule l'équivalent du déficit du commerce extérieur [8] ! Le temps de l'énergie bon marché et abondante est révolu. Chaque année, en France, 300.000 ménages sollicitent une aide pour le règlement de factures d'énergie impayées, principalement d'électricité. 150 millions d'euros sont

dépensés par les services sociaux pour aider les familles à régler ces factures [9] .

Réduire notre dépendance aux énergies fossiles permettra d'éviter que la hausse inéluctable du prix de l'énergie ne soit subie, notamment par les catégories les plus modestes.

3. Une politique de lutte contre les changements climatiques parcellaire et incohérente

La France n'est pas sur la bonne voie pour respecter ses engagements pris pour lutter contre les changements climatiques (voir Objectifs de la France : où en sommes-nous ? p.22).

Le Grenelle de l'environnement n'a pas engendré un changement profond de notre mode de production et de consommation d'énergie. Depuis les tables rondes finales d'octobre 2007, les détricotages répétés n'ont eu de cesse de vider le Grenelle de son contenu. Le Gouvernement a sacrifié la mesure la plus structurante en matière d'économies d'énergie : la contribution climat énergie. Alors que la route et l'avion devaient devenir « *des solutions de dernier recours* », plus de 1000 km de nouvelles voies routières sont prévus ainsi qu'un nouvel aéroport à Notre Dame des Landes [10] . Enfin, dans le domaine de l'agriculture, deuxième secteur le plus émetteur à l'échelle nationale, les mesures portent sur la seule consommation d'énergie des exploitations agricoles, soit moins de 10% du total des émissions agricoles directes en France !

4. Une transition énergétique urgente

Notre pays est en queue de peloton dans plusieurs secteurs, notamment dans le domaine de la maîtrise de la demande énergétique et des énergies renouvelables. La multiplication des contraintes administratives, la centralisation des pouvoirs et la toute-puissance du nucléaire freinent le développement des énergies renouvelables.

En matière de photovoltaïque, l'objectif de la France pour 2020 correspond à la puissance déjà installée par l'Allemagne en...2008 [11] ! En 2009, l'Allemagne comptait plus de 333 000 emplois dans le secteur de la production d'énergies renouvelables quand ce chiffre s'élevait en France à 135 000 (contre environ 100 000 emplois dans le nucléaire).

La prochaine mandature doit marquer un changement de cap pour ne pas conditionner les émissions futures par les choix effectués aujourd'hui (industriels et d'équipements).

5. Des bénéfices qui dépassent largement la sphère environnementale

▶ **Emploi** : Réduire d'au minimum 30% nos émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 créera près de 700 000 emplois nets en France [12] .

▶ **Santé** : Cet objectif de -30% de nos émissions de gaz à effet de serre permettra d'économiser chaque année 3,5 milliards d'euros de dépenses de santéHCWHE and HEAL, 2010. "Acting now for a better health : a 30% reduction target for EU climate policy". Les chiffres pour la France sont disponibles sur : http://www.env-health.org/IMG/pdf/HEAL_30_co-benefits_report_-_France.pdf, réduisant de 15% le déficit de la sécurité sociale [13].

▶ **Indépendance énergétique** : Aujourd'hui, notre pays importe près de 100% de son pétrole et de son gaz ainsi que l'ensemble de son uranium. En respectant l'objectif européen de 20% d'efficacité énergétique d'ici à 2020, nous pouvons économiser 5 milliards d'euros par an.

▶ **Sûreté** : Fukushima nous rappelle que le nucléaire sûr relève d'un mythe savamment entretenu par les groupes énergétiques et les gouvernements successifs. Pour limiter les risques et cesser de produire des déchets, une décision de sortie d'impose.

Comment ?

1. Fixer le cap : au minimum -30% de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020

L'objectif actuel de réduction des émissions européennes, de -20% pour 2020, est nettement insuffisant pour éviter un dérèglement climatique dangereux. La France doit s'engager sur un objectif de réduction de ses émissions d'au minimum -30%.

2. Stopper la fuite en avant vers les énergies fossiles

Aujourd'hui, notre consommation d'énergie finale est satisfaite à plus de 70% par les énergies fossiles, à 17% par le nucléaire et à 11% par les énergies renouvelables.

Au lieu de miser sur la maîtrise de notre consommation d'énergie et le développement des énergies renouvelables, les pouvoirs publics cherchent de nouveaux eldorados : gaz et pétrole de schiste, nouveaux gisements de pétrole au large de la Guyane, tout y passe... Il est temps de mettre un terme à cette fuite en avant tout comme aux 300 milliards de dollars de subventions publiques consacrés chaque année dans le monde aux énergies fossiles pour réduire artificiellement leur prix [14].

3. Miser sur la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables

Les alternatives sont développées dans le scénario négaWatt [15] qui repose sur les trois piliers suivants :

► La **sobriété énergétique** vise à réduire les gaspillages, par des choix individuels et sociétaux, en supprimant par exemple les éclairages permanents inutiles. Ce volet doit nous conduire à nous pencher sur les usages de l'énergie (mobilité, chaleur, éclairage).

► L'**efficacité énergétique** concerne la réduction des pertes d'énergie lors du fonctionnement et de l'exploitation : elle passe par exemple par la réduction de la consommation des véhicules ou encore par l'augmentation du rendement énergétique de nos appareils électroménagers.

► Une fois les consommations d'énergie fortement diminuées, les **énergies renouvelables** viennent combler une part essentielle des besoins restants. Le GIEC lui-même a rappelé la crédibilité des scénarios à forte teneur en renouvelables : « *il y a peu, voire aucune limite technologique pour intégrer dans le mix énergétique une majorité d'énergies renouvelables* » [16].

4. Changer de modèle de gouvernance

Au-delà de la question de la production et de la consommation d'énergie, les candidats devront engager une rupture visant un changement général de comportement. La gouvernance de notre modèle énergétique, trop centralisée, entrave la mise en place de solutions locales de maîtrise de la consommation et de développement des énergies renouvelables. Une décentralisation du système énergétique français implique une nouvelle répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités en termes de production et de distribution.

5. Mettre en place des politiques et des mesures structurantes dans l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique

Les scénarios expriment une vision de notre société dans le futur. Mais seule la mise en place de politiques et de mesures précises nous permettra de faire passer ces scénarios de l'état de projections à celui de réalité. L'ensemble des secteurs est

concerné : transports, habitat, énergie, agriculture, déchets, urbanisme, etc.

Le seul respect des engagements du Grenelle de l'environnement ne suffira pas. Il est nécessaire d'aller beaucoup plus loin. C'est pourquoi nos associations appellent

les candidats à prendre position en faveur de sept politiques et mesures structurantes, un engagement qui

témoignera de leur volonté de rompre avec une vision passéiste et court-termiste des enjeux énergétiques et climatiques.

6. Adopter une loi d'orientation et de programmation de la politique énergétique

L'ensemble des changements précités devra être orchestré à travers l'adoption d'une nouvelle loi d'orientation et de programmation de la politique énergétique, associant dans sa définition l'ensemble des parties prenantes. Elle permettra de définir la transition énergétique, d'assurer sa cohérence et son efficacité.

Ni nucléaire, ni effet de serre, ni retour à la bougie !

Suite à l'accident nucléaire de Fukushima, l'Allemagne prenait la décision d'une sortie accélérée du nucléaire. Au même moment en France, le Président de la République s'est entêté dans le choix de l'atome s'appuyant sur deux contre-vérités :

- ▶ le nucléaire serait indispensable pour lutter contre les changements climatiques ;
- ▶ une sortie du nucléaire serait synonyme d'un « retour à la bougie » [17].

Pourtant, le nucléaire n'est pas à même de répondre au défi du dérèglement climatique (cf. mesure n°2). Par ailleurs, les scénarios reposant sur une sortie du nucléaire n'ont rien d'archaïque : le scénario négaWatt prévoit la satisfaction des besoins de la société française à l'horizon 2050 via une fourniture d'énergie divisée par 2,2 par rapport à un scénario tendanciel [18].

Contact

- ▶ Morgane Créach - Réseau Action Climat : 06 59 25 19 31 / 01 48 58 83 92
- ▶ Raphaël Claustre - CLER : 06 03 85 87 96

Post-scriptum :



[1] Emission pathways consistent with a 2°C global temperature limit, Nature, Octobre 2011 : <http://www.nature.com/nclimate/journal/v1/n8/full/nclimate1258.html>

[2] La facture énergétique en France en 2010 était de 46 milliards d'euros, soit 20% de plus qu'en 2009. Le déficit du commerce extérieur s'élevait quant à lui à 50 milliards d'euros en 2010.

[3] Voir la dernière déclaration sur l'état du climat mondial.

7 mesures clés pour engager la France dans la transition énergétique

http://www.rac-f.org/IMG/pdf/Declaration_de_l_OMM_sur_l_etat_du_climat_mondial_en_2010.pdf

[4] Le dernier rapport du réassureur Munich Re montre un doublement, entre 1980 et 2010, du nombre de grandes catastrophes ayant un possible lien avec les changements climatiques : tempêtes, inondations, vagues de chaleur, sécheresses, etc.

[5] <http://www.who.int/globalchange/news/fsclimandhealth/en/index.html>

[6] Article du Guardian, 29 mai 2011 : <http://www.guardian.co.uk/environment/2011/may/29/carbon-emissions-nuclearpower>

[7] Bilan énergétique de la France pour 2010, juin 2011, Commissariat Général au Développement Durable.

[8] Qui était de 50 milliards d'euros en 2010.

[9] Agir contre la précarité énergétique, ADEME.

[10] Schéma national des infrastructures de transport (SNIT), avant-projet consolidé, janvier 2011, disponible sur : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/SNIT_08022011.pdf

[11] Pour plus d'informations, voir le CLER Infos n°83 disponible sur : www.cler.org

[12] Par rapport à un scénario sans politique climatique et en supposant un prix du baril de pétrole à 110 dollars, WWF France, Philippe Quirion, Damien Demailly, « -30% de CO2 = + 684 000 emplois, l'équation gagnante pour la France », <http://bit.ly/e4lzuF>, 2008.

[13] Le déficit de la sécurité sociale s'élevait à 24 milliards d'euros en 2010 : <http://www.budget.gouv.fr/budget/securite-sociale-chiffres-cles-pour-2010>

[14] « Reforming Energy subsidies », UNEP : <http://www.unep.fr/energy/information/publications/other/pdf/En-SubsidiesReform.pdf>

[15] Voir le scénario 2011 de l'association négaWatt disponible sur : www.negawatt.org

[16] GIEC (2011) Special report on renewable energy sources - Summary for decision makers », page 15 <http://srren.ipcc-wg3.de/>

[17] Discours de Nicolas Sarkozy le 5 avril à Nesle dans la Somme.

[18] Voir le scénario 2011 de l'association négaWatt disponible sur : www.negawatt.org